

Paris et les régions : pourquoi tant de haines ?

Dans « Nos petites patries » (Gallimard), l'historien Olivier Grenouilleau interroge la métamorphose de l'identité régionale et les avatars de la décentralisation. Instructif pour le « grand débat national ».

PAR FRANÇOIS-GUILLAUME LORRAIN

On l'attendait et le voici : un ouvrage qui dresse l'histoire, depuis le XVIII^e siècle, de ces rapports Paris-province dont l'acrimonie a resurgi à la faveur des gilets jaunes, mais qui irrigue aussi les travaux récents des géographes-sociologues tels que Christophe Guilluy. On doit cette synthèse dense, nuancée, truffée d'informations précieuses et nouvelles à l'historien Olivier Grenouilleau. Jadis, Fernand Braudel, dans « L'identité de la France » (1985), avait mis l'accent sur la pluralité d'une

France assemblage de régions et de pays, dont les originalités provinciales s'étaient maintenues malgré le progrès et la politique de la « France une qui la domine, la contraint, essaie de gommer ses particularismes ». « Il n'y a pas une France, mais des Frances, il n'y a pas une Bretagne, mais des Bretagnes, il n'y a pas une Provence, mais des Provinces », écrivait-il. Braudel insistait sur les univers géographiques, climatiques, sur les frontières intérieures, sur les identités. Grenouilleau explore l'histoire d'une relation politique jalonnée de ruptures et de continuités.

Il faut savoir d'abord que c'est Paris qui invente ■■■

Il est fatigant de bien penser (LOL !)

PAR SÉBASTIEN LE FOL

Pourquoi un certain nombre d'entre nous ne parviennent-ils pas à exprimer des pensées bienséantes ? Souvent, par simple paresse, nous renonçons à atteindre cette pureté d'esprit. Oui, il s'avère fatigant de bien penser. La tolérance est une quête himalayenne. L'humanisme, un Everest de l'esprit. Incarner en toute occasion le bien, le beau et le vrai, promouvoir le vivre-ensemble et le compost joyeux, défendre la sexualité écologique et solidaire exige des qualités herculéennes. C'est un fardeau de dicter à ses contemporains la manière dont ils devraient se comporter. Trente-cinq heures par semaine ne suffisent pas à rééduquer l'être humain. On n'imagine pas l'énergie déployée par les

permanents de la morale. Leur abnégation rédemptrice. Cette bonté est bien mal récompensée. Les persifleurs moquent le procès de Denis Baupin, figure d'Europe Ecologie-Les Verts et ancien vice-président de l'Assemblée nationale, visiblement peu au fait des codes de l'amour courtois. Les cyniques se gargarisent de ce déballage anatomique riche de révélations vertes et acides sur les mœurs rétrogrades qui sévissent dans cette famille politique à la pointe des lumières.

La même semaine, un groupe de cyberharceleurs sur les réseaux sociaux, baptisé La Ligue du LOL, est pointé du doigt. Ses membres, de si braves garçons progressistes

exerçant leurs talents dans la publicité et la meilleure presse (*Libération*, *Les Inrockuptibles*...), sont accusés d'acharnement sur des féministes. Cela évoque étrangement un excellent film oublié des années 1970 : « La traque », de Serge Leroy. Au cours d'une partie de chasse en Normandie, un groupe de notables provoque la mort d'une touriste anglaise. A la fin, alors qu'on entend les sirènes de la police, l'un d'eux veut rassurer les autres : « Nous ne sommes pas des gens facilement soupçonnables », leur dit-il. Les acteurs changent, les donneurs de leçons prennent un autre visage, mais la morale de l'histoire reste la même : les prédateurs d'un jour deviennent des proies le lendemain ■

■ ■ ■ ce mot province fleurant bon l'Ancien Régime. Dès le XV^e siècle, il prend le pas dans la langue administrative sur d'autres mots comme *terra*, *patria* ou *pays*. Il s'impose dans la foulée d'une monarchie qui cherche à supplanter les grands fiefs féodaux, lesquels, souligne Grenouilleau, ont modelé les premiers des sentiments d'appartenance divers au sein de leurs principautés parfois étatisées, comme en Bourgogne, en Normandie ou en Bretagne. L'historien est prudent sur le sentiment d'identité, mais il admet l'émergence très précoce d'une identité régionale à différents niveaux : la paroisse, le pays ou le duché. C'est donc à partir de Louis XI que l'Etat en construction, pour mieux collecter l'impôt, vient ajouter administrativement un autre découpage, incarné par les sénéchaussées. L'Ancien Régime superpose et sort d'un chapeau la province. Tout en la baptisant sur le plan administratif, Paris la discrédite sur le plan culturel. Dès le XVIII^e siècle, on trouve la critique de l'esprit provincial un peu plouc, double négatif de l'esprit de cour, parisien. Grenouilleau, qui aurait pu songer à Molière et à Monsieur de Pourceaugnac, cite l'article « Provincial » du « Dictionnaire de Trévoux » (1771) : « *Il se dit de ces gens nouvellement débarqués à Paris qui ont je ne sais quoi de contraint et d'embarrassé dans leur air et de peu libre dans leurs manières. Ils sont toujours prêts à se fâcher, à croire qu'on se moque d'eux.* » C'est vu de Paris, bien sûr, mais le cliché a-t-il évolué ? Le noble provincial a, lit-on, une propension à la tyrannie. « *Il y a des troubles en province* », donne-t-on comme exemple. A cette « *invention du fait provincial* » répond une montée en puissance d'un esprit régionaliste résistissant. C'est au XVIII^e siècle que se fixent les premières images régionales, favorisées par des inventaires de patrimoine, de folklore, qui se prolongeront au siècle suivant. On se sent français, mais on aimerait que Paris desserre son carcan. Déjà, en haut lieu, on songe à réformer en ce sens. Echec. Mais la Révolution intervient et les provinces y jouent un rôle clé puisqu'elle y débute à Vizille, dans l'Isère, ou chez les députés bretons. Pourtant, elle va donner le coup de grâce aux provinces et à l'espoir régionaliste.



Le 13 septembre 1789 est lancée, à l'initiative de Sieyès, une commission pour une refonte de l'organisation territoriale du royaume. Elle est dirigée par Jacques-Guillaume Thouret, inventeur oublié des départements, qui enterrent les provinces. Ce nouveau maillage centralisateur pour assurer l'unité d'un pays qui tanguait – illustrée par le discours de l'abbé Grégoire en 1794 sur la mise au pas des parlers régionaux – creuse aussi le fossé entre Paris et la province. Il divise également celle-ci, car les villes se font une concurrence féroce pour être choisies comme chef-lieu ou sous-



Découpage. J.-G. Thouret (en médaillon) transforme les régions en départements (ci-dessus, carte d'étude de 1791).

chef-lieu. La réforme administrative napoléonienne, la création des préfets, les débats qui interviennent avec le retour des Bourbons en 1814 réduisent désormais la question régionale, insiste Grenouilleau, à une « *réforme administrative* » axée sur le couple centralisation-décentralisation, deux termes qui apparaissent au début du XIX^e siècle. Comme si la question identitaire était réglée.

Une et diverse. Ce siècle va pourtant être le témoin d'une lente montée de l'esprit régionaliste. Les géographes et les minéralogistes ouvrent le bal en parlant de « *région naturelle* ». Le chemin de fer permet aux écrivains, aux guides de forger et de véhiculer un imaginaire qui fixe chaque province en une série de cartes postales. Paradoxe : ce progrès technique « *dérégionalise* » l'espace économique et, dans un espace rural menacé, provoque des peurs aussi intenses qu'aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation, rappelle Grenouilleau. L'étranger, le rival, c'est l'autre région. Pour se défendre, on invente les labels régionaux. Le mouvement de

Grenouilleau note l'émergence très précoce d'une identité régionale à différents niveaux : la paroisse, le pays ou le duché.

LE POSTILLON

HISTOIRE

Alsace-Lorraine. Vignette publicitaire des années 1950 : le goût retrouvé des provinces.



Bible. Écrit en 1947, le livre de Jean-François Gravier influencera la décentralisation d'après guerre.



Autonomiste. Réunion clandestine d'une branche du FLNC dans le maquis corse, en octobre 2006.

fond s'intensifie à la fin du XIX^e siècle – le terme régionalisme, plutôt neutre, est accepté par le dictionnaire en 1877 – sur le plan culturel, où surgit même un transrégionalisme, solidarité des régions face à Paris. Sur le plan politique par le programme de Nancy (1865), qui préconise une décentralisation se résumant ainsi : « fortifier la commune qui chez nous existe à peine. Créer le canton qui n'existe pas. Supprimer l'arrondissement qui ne répond à rien. Emanciper le département ». Ses partisans émergent à de nombreux partis, des monarchistes jusqu'aux républicains, qui, une fois au pouvoir, après une période d'uniformisation incarnée par Ferry, ouvrent la porte à cet amour des « petites patries » conciliable avec l'amour de la patrie. La France est grande et une dans sa diversité. Une synthèse que devait appliquer le second Empire en 1870 si la guerre n'était venue stopper cet élan. En 1900, alors que l'Exposition universelle accueille les anciennes provinces françaises, Jean Charles-Brun lance le seul mouvement politique régionaliste de notre histoire, la Fédération régionaliste française. Charles-Brun, secondé par Jean Hennessy, œuvrant pour la création de la région Poitou-Charentes, milite aussi pour un régionalisme fonctionnel qui s'appuie sur les grandes villes en plein essor et pose les linéaments de ce qui deviendra, après 1945, l'aménagement du territoire.

Mais la synthèse se délite à partir des années 1920. Les mouvements régionalistes se radicalisent dans certains ter-

ritoires : en Alsace – Heimatbund –, en Bretagne – Parti national breton –, en Corse, dans les Flandres – Vlaams Verbond van Frankrijk –, ils avancent des revendications autonomistes. La France craque sur ses marges et ses marches. Le régionalisme devient un combat contre la République qui finira le plus souvent dans les bras des Allemands après 1940. Vichy ayant créé des régions en 1941 pour renforcer son contrôle sur un territoire qui lui échappe, le régionalisme est pratiquement disqualifié. Dépolitiser la question est inévitable. D'où l'émergence après guerre de l'« aménagement du territoire », expression dont Grenouilleau note qu'elle apparaît en 1942, dans un rapport sur la décentralisation industrielle demandé par Vichy. La continuité est nette mais reformulée, accentuée par l'influence qu'exerce sur les politiques l'ouvrage de Jean-François Gravier, « Paris et le désert français », paru en 1947. Elle débouche en 1956 sur 21 régions dites de programme, renforcées en 1960 par la Datar. Il s'agit ensuite pour de Gaulle de donner la main aux élites régionales pour que la France ne s'appauvrisse pas économiquement. Mais, comme à la fin du second Empire, le régionalisme fonctionnel bien engagé connaît un coup d'arrêt : le référendum gaulliste de 1969 prévoyait un Sénat économique et social pour chaque région. C'est un échec. Dans la lignée de Mai 68, mais aussi des mouvements décolonisateurs, les mouvements autonomistes d'avant guerre connaissent un nouveau souffle dans les années 1970, sur un mode plus violent encore : le FLNC est la formation la plus connue d'un mouvement qui gagne le Pays basque ou la Savoie. Pendant ce temps, un homme gagne la gauche à ce régionalisme : Michel Rocard, auteur d'un « Rapport général » en 1966, qui critique une décentralisation économique insuffisante. Après son ralliement au PS en 1971, la voie est ouverte pour la politique de décentralisation inaugurée en 1982.

L'Europe des régions. Qu'en est-il aujourd'hui après le second volet de réformes engagées par Raffarin en 2004, qui a accentué une régionalisation territoriale de l'Etat ? Certaines régions – l'outre-mer, la Corse, l'Alsace, l'Île-de-France – n'ont rien à envier à une structure fédéraliste. De fait, « les régions ne sont pas à égalité » et, par ailleurs, le sentiment identitaire n'est pas le même en Bretagne, dans le Nord-Pas-de-Calais qu'en Bourgogne ou dans le Centre. En outre, l'avenir du régionalisme n'est plus tant à chercher à Paris qu'à Bruxelles. L'Europe est « un espace favorable à l'épanouissement des revendications régionalistes ». Un tiers du budget de l'Union est consacré à la politique régionale et, depuis 2017, le président du Comité européen des régions prononce un discours sur « L'état des régions de l'Union ». Les souverainistes pointent même du doigt le rôle néfaste d'une Europe cheval de Troie qui menace l'unité nationale.

Les petites patries ne sont pas mortes. On se dit ch'ti, on se déclare provençal. Se sent-on encore de Paris ? Un livre reste à écrire, qui documenterait l'histoire du sentiment antiparisien ■ Lire aussi, dans « Le Postillon », la chronique de Kamel Daoud.